

# VUE D'ENSEMBLE

*Préparé pour la Fédération canadienne des municipalités (FCM) par Caryl Arundel and Associates en collaboration avec Hemson Consulting Ltd., Pour combler l'écart croissant de revenu retient une des principales conclusions du rapport de 2001 intitulé Qualité de vie dans les villes canadiennes, au sujet de l'écart croissant entre les citoyens les plus riches et les citoyens les plus pauvres du Canada. Les auteurs se réfèrent au Système de rapport sur la qualité de la vie de la FCM, qui relève les indicateurs de la qualité de vie dans les centres urbains du Canada. Le présent rapport s'intéresse en particulier aux trois villes ciblées dans l'étude de cas : Calgary, Saskatoon et Toronto.*

*L'analyse repose sur les données tirées des déclarations des contribuables de 1995 et de 2000. Les données provenant des recensements et des déclarations des contribuables ne sont pas immédiatement comparables, car elles se basent sur les revenus de groupes de gens assez différents. Le rapport retient certaines conclusions du recensement de 2001, car elles fournissent davantage d'information que les données des contribuables et permettent de comprendre l'écart de revenu.*

*La recherche repose également sur des visites dans chaque ville et des entrevues avec de 15 à 20 des principaux intervenants, représentant le milieu des affaires, le secteur bénévole, ainsi que le domaine de l'établissement des politiques gouvernementales et de la prestation des services. À chaque visite dans une ville correspondent aussi au moins un groupe de discussion avec le personnel municipal et des groupes de consultation avec les citoyens. Le rapport présente aussi une analyse documentaire de la recherche sur le revenu et l'inégalité de revenu et des ouvrages portant sur les répercussions de la pauvreté et de l'injustice croissante. Le présent document résume les principales conclusions du rapport intégral, disponible auprès de la Fédération canadienne des municipalités ([www.fcm.ca](http://www.fcm.ca)).*

## L'écart croissant de revenu : un fossé qui se creuse



Fédération  
canadienne des  
municipalités



Système de rapport de la FCM  
sur la qualité de vie

# L'ÉCART CROISSANT DE REVENU UN FOSSÉ QUI SE CREUSE

*Malgré des années de croissance économique soutenue, la prospérité continue d'échapper à bien des villes canadiennes.*

Même si le boom de la fin des années 1990 a quelque peu rehaussé le revenu des familles et des foyers à faible revenu, l'écart entre ceux qui ont les revenus les plus élevés et ceux qui ont les revenus les moins élevés s'est accru et continue de s'accroître.

Pour ceux qui tirent de l'arrière, cet écart croissant de revenu a de graves conséquences. Dans le cas des personnes et des familles, il est essentiel de disposer d'un revenu suffisant, tout autant pour la nourriture, le vêtement et le logement, que pour la santé et la sécurité, afin de disposer d'un minimum stable permettant de participer à la vie communautaire.

L'écart de revenu engendre à son tour un «écart d'accessibilité». Les frais d'utilisation, les coûts de transport, les critères d'admissibilité et les conditions d'accès empêchent directement les personnes et les familles à faible revenu de participer à la vie communautaire. Par exemple, il est plus difficile de se rendre à ses rendez-vous médicaux lorsqu'on n'a ni auto ni argent pour le taxi. Les loisirs, comme les sports, avec leurs frais et leurs coûts d'équipement, sont pratiquement interdits aux familles pauvres, tout comme l'accès aux ordinateurs et à la technologie. Les emplois moins payants offrent peu ou pas d'avantages ou de protection, tandis que la concentration des personnes et des familles à faible revenu dans certains quartiers favorise l'isolement et la «ghettoïsation».

À mesure que s'accroît l'écart de revenu, les groupes les plus exposés à la pauvreté sont les enfants, les familles monoparentales, les minorités visibles, les immigrants et les réfugiés, les aînés, les personnes handicapées et les autochtones.

Le manque de coopération et de collaboration entre les gouvernements contribue à accentuer l'écart de revenu. Comme aucun gouvernement ni aucune institution du secteur public n'est en mesure de réduire en solo l'écart de revenu dans les villes du Canada, il est essentiel de parvenir à une plus

grande collaboration et à de meilleures relations de travail entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales.

Telles sont les principales conclusions de *Pour combler l'écart croissant de revenu*, un rapport préparé par Caryl Arundel et Associates en collaboration avec Hemson Consulting Ltd. Le rapport se concentre sur trois villes choisies pour leurs caractéristiques différentes dans le but d'examiner les questions soulevées dans le Rapport sur la qualité de vie (QdV) de la Fédération canadienne des municipalités FCM). Le rapport se réfère au Système de rapport sur la qualité de la vie de la FCM, qui relève les indicateurs de la qualité de vie dans les centres urbains du Canada.

## Le contexte national

La FCM a publié le premier Rapport sur la qualité de la vie en 1999. Elle a constaté que l'écart de revenu entre les citoyens les plus riches et les citoyens les plus pauvres était plus important dans les villes du Canada que dans l'ensemble du pays.

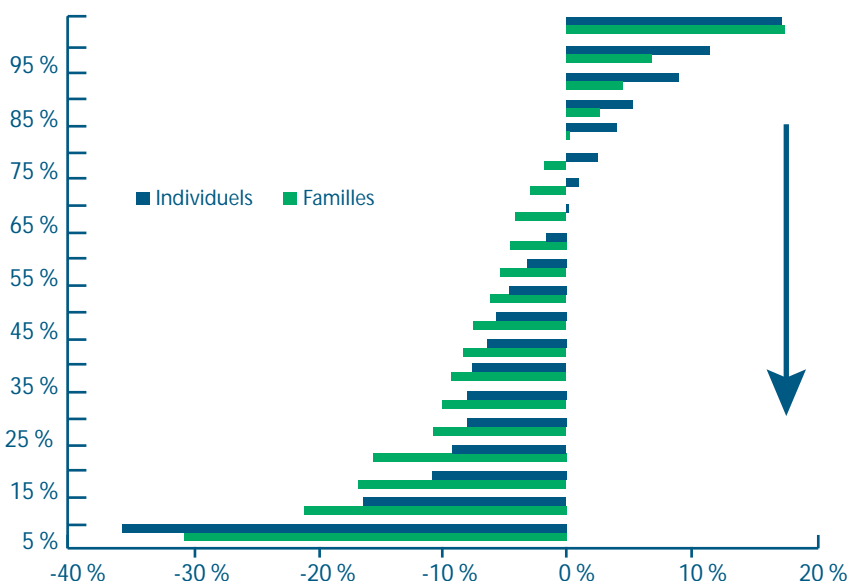
Le rapport de 2001, fondé sur les données du recensement de 1996, constate un écart croissant de revenu entre les citoyens les plus riches et les citoyens les plus pauvres du Canada. Même si le taux de pauvreté a diminué entre les rapports de 1999 et de 2001, cette baisse n'a pas compensé l'augmentation de la pauvreté dans la première moitié des années 1990. L'écart de revenu n'a pas diminué et la pauvreté a continué d'être concentrée dans les villes.


Les données tirées du recensement de 2001 indiquent une amélioration de la situation financière des familles et des foyers à faible revenu. Cependant, les revenus plus élevés ont beaucoup augmenté et ceux qui vivent sous le seuil de la pauvreté se retrouvent encore plus enlisés.

Au début de l'année 2004, la FCM publiera le troisième rapport de sa série d'études sur la qualité de la vie. La partie consacrée à la sécurité économique et à l'inclusion sociale soutient la conclusion que l'écart de revenu s'accroît.

*En 2000, plus de 935 000 familles ont indiqué un revenu inférieur au seuil de faible revenu (SFR) de Statistique Canada. De 1990 à 2000, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté s'est accru de seulement 0,2% (de 18,2% à 18,4%), mais cela représente 40 000 enfants de plus.*

Changement du revenu avant impôt par percentile, pour les personnes, les familles (1990\$) – 1990-2000





Les conclusions préliminaires du Rapport sur la QdV indiquent que de 1990 à 2000, le revenu avant impôt des personnes à faible revenu et à revenu modeste – la tranche inférieure des 30 p. 100 de toutes les personnes seules – a diminué de 10 p. 100 ou plus (après correction pour tenir compte de l'inflation). Les familles à revenu médian – qui se situent au 50e percentile de la population – ont vu leur revenu avant impôt diminuer de 6,2 p. 100 après correction pour tenir compte de l'inflation.

### Trois villes – un problème commun

*Pour combler l'écart croissant de revenu s'applique à expliquer l'écart de revenu dans nos villes. Les auteurs examinent les facteurs qui favorisent l'écart de revenu et leurs répercussions sur les communautés urbaines, en se concentrant sur les trois villes suivantes : Calgary, Saskatoon et Toronto.*

Même si ces trois villes diffèrent grandement pour ce qui est de leur taille, de leur composition, de leur économie et de leur population, elles partagent le même problème de la disparité croissante du revenu et de ses effets. Cela indique que l'écart de revenu et la polarisation du revenu ne se réduisent pas à un problème isolé propre aux grandes villes.

L'étude, qui fait appel à des données quantitatives et non scientifiques provenant de sources très diverses, signale qu'un nombre important des familles et des foyers à faible revenu indiquent un revenu plus élevé et que le nombre de familles et de foyers dont le revenu se situe en dessous du seuil de la pauvreté a baissé. Cependant, l'écart entre les personnes à revenu élevé et les personnes à faible revenu s'est accru.

Par exemple, à Calgary, le revenu familial total (en dollars de 1998) dans le groupe à plus faible revenu a baissé de 18,2 p. 100 de 1992 à 1996. Puis, il a augmenté de 11,26 p. 100 de 1996 à 1998, ce qui donne une perte nette de 6,94 p. 100. Au sommet de l'échelle des revenus, le revenu familial a augmenté (en dollars de 1998) de 2,7 p. 100 de 1992 à 1996 et de 10,26 p. 100 de 1996 à 1998, ce qui donne un gain net de 12,96 p. 100.

**Tableau 9 : Changements de pourcentage dans le total des revenus familiaux par percentile de revenu – Calgary**

	10 % tile	20 % tile	30 % tile	40 % tile	50 % tile	60 % tile	70 % tile	80 % tile	90 % tile
1996-1998	14,09	12,55	11,64	11,11	10,68	10,71	10,70	11,20	13,07
1992-1996	-10,70	-1,20	0,60	2,40	3,40	4,60	6,00	7,80	10,20
<b>Valeur en dollars 1998</b>									
1996-1998	11,26	9,76	8,87	8,35	7,93	7,97	7,96	8,44	10,26
1992-1996	-18,20	-8,70	-6,90	-5,10	-4,10	-2,90	-1,50	0,30	2,70

Source : L'écart croissant de revenu : un fossé qui se creuse

À Saskatoon, le revenu familial total (en dollars de 1998) dans le groupe à plus faible revenu a baissé de 12,6 p. 100 de 1992 à 1996. Puis, il a augmenté de 5,35 p. 100 de 1996 à 1998, ce qui donne une perte nette de 7,25 p. 100. Au sommet de l'échelle des revenus, le revenu familial a augmenté (en dollars de 1998) de 2 p. 100 de 1992 à 1996 et de 5,04 p. 100 de 1996 à 1998, ce qui donne un gain net de 7,04 p. 100.

**Tableau 5 : Changements de pourcentage dans le total des revenus familiaux par percentile de revenu – Saskatoon**

	10 % tile	20 % tile	30 % tile	40 % tile	50 % tile	60 % tile	70 % tile	80 % tile	90 % tile
1996-1998	8,03	6,82	6,33	6,04	6,49	6,19	6,51	6,63	7,72
1992-1996	-5,10	S.O.	2,00	3,50	4,50	6,00	7,10	8,30	9,50
<b>Valeur en dollars 1998</b>									
1996-1998	5,35	4,17	3,69	3,41	3,85	3,56	3,87	3,99	5,04
1992-1996	-12,60	S.O.	-5,50	-4,00	-3,00	-1,50	-0,40	0,80	2,00

Source : L'écart croissant de revenu : un fossé qui se creuse

Malgré la hausse des revenus moyens et des niveaux d'emploi à Toronto, bien des familles et des personnes continuent de vivre en comptant sur un faible revenu. En 1999, 41 p. 100 des familles monoparentales, 48 p. 100 des célibataires et 15 p. 100 des familles biparentales comptaient sur un revenu annuel inférieur à 20 000 \$. Le revenu familial total (en dollars de 1998) dans le groupe à plus faible revenu a baissé de 31,1 p. 100 de 1992 à 1996. Il a augmenté de 1,6 p. 100 de 1996 à 1998, ce qui donne une perte nette de 29,5 p. 100. Au sommet de l'échelle des revenus, le revenu familial a diminué (en dollars de 1998) de 1,4 p. 100 de 1992 à 1996 et augmenté de 6,3 p. 100 de 1996 à 1998, ce qui donne un gain net de 4,9 p. 100.

**Tableau 13 : Changements de pourcentage dans le total des revenus familiaux par percentile de revenu – Toronto**

	10 % tile	20 % tile	30 % tile	40 % tile	50 % tile	60 % tile	70 % tile	80 % tile	90 % tile
1996-1998	4,30	7,70	8,10	6,30	6,80	6,90	6,60	7,50	9,00
1992-1996	-23,60	-12,60	-6,80	-3,90	-1,50	0,90	2,60	4,10	6,10
<b>Valeur en dollars 1998</b>									
1996-1998	1,60	5,0	5,40	3,60	4,10	4,20	3,39	4,80	6,30
1992-1996	-31,10	-20,10	-14,30	-11,40	-9,00	-6,60	-4,90	-3,40	-1,40

Source : L'écart croissant de revenu : un fossé qui se creuse

L'analyse des données sur les déclarants indique également que les foyers à faible revenu et les foyers à revenu élevé sont concentrés dans certains secteurs géographiques ou dans certaines collectivités des trois villes étudiées. Cette concentration se maintient aussi dans les quartiers à revenu élevé, où l'incidence des personnes à faible revenu dans les secteurs varie de 9 p. 100 à Saskatoon, à 10 p. 100 à Calgary et à 11 p. 100 à Toronto.

L'écart de revenu ne se réduit pas à un problème isolé propre aux grandes villes. Il touche les villes qui connaissent le succès et la prospérité économique, les villes de taille moyenne et les mégavilles comme Toronto. Il se manifeste différemment dans chacune et les solutions de chaque ville attestent de ces différences.

### Trois villes – expériences communes

Calgary, Saskatoon et Toronto ont en commun un certain nombre d'expériences qui favorisent ou aggravent l'écart de revenu. Chaque ville a subi les effets des restrictions budgétaires locales et les exigences des budgets équilibrés à compter du début des années 1990. Elles ont aussi ressenti les effets des changements apportés aux programmes fédéraux et provinciaux.

Chacune des villes a connu des coupures importantes dans le réseau d'aide sociale vers le milieu des années 1990. À l'unanimité, on a vu la réduction des soutiens du revenu comme une des principales causes du taux élevé de pauvreté et de l'écart croissant de revenu. On a formulé des observations semblables au sujet du salaire minimum de chaque province. Dans aucune des provinces une personne ne pouvait gagner suffisamment d'argent au salaire minimum pour échapper à la pauvreté. La meilleure

illustration de l'insuffisance du salaire minimum nous vient sans doute de Calgary, où de 40 à 50 p. 100 des gens hébergés dans les refuges possèdent un emploi, mais ne peuvent se permettre de vivre de leurs propres moyens.

Les intervenants dans chaque ville expriment le même mécontentement à propos des politiques, des programmes, du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, des accords fiscaux et des relations intergouvernementales. Pour bon nombre, on a peu discuté de ce qu'ils voulaient obtenir de leurs gouvernements. «Demandez aux gens ce qui garantit leur santé et celle de leur collectivité et ils vous répondront – un bon emploi, une éducation suffisante, un environnement propre et sécuritaire, de bons logements, moins de pauvreté, un sentiment d'appartenance à la collectivité.»<sup>1</sup>

Dans chacune des villes, les personnes et les familles à faible revenu doivent venir à bout de véritables obstacles pour échapper à la pauvreté, y compris le manque d'éducation, de logements à prix abordable et de possibilités d'emploi. Cela confirme le besoin de collaboration et de partenariats pour offrir une solution plus compréhensive.

Les familles monoparentales, les enfants, les minorités visibles, les immigrants et les réfugiés, les aînés et les personnes handicapées sont les plus exposés à vivre dans la pauvreté. Cette réalité se trouve confirmée dans les constatations faites dans chaque ville et les conclusions d'autres études citées dans l'analyse documentaire. La différence entre les trois villes réside dans l'équilibre relatif des divers groupes.

La pauvreté n'est ni constante ni stable. Il s'agit d'un état permanent pour certains, tandis que d'autres s'y retrouvent et s'en sortent et que d'autres s'en tirent pour de bon. Les changements touchant la situation du foyer, le divorce ou le mariage ont aussi une incidence directe sur les niveaux de revenu. Ces conclusions soulignent l'importance de poursuivre la recherche sur le revenu et la répartition du revenu dans les villes.

La pauvreté engendre l'isolement et l'exclusion. Bien des personnes, des familles, des enfants et des aînés pauvres se trouvent isolés à cause du manque de moyens de transport, des frais d'utilisation ou d'autres questions d'admissibilité et d'accès. On indique souvent que les groupes à faible revenu n'ont pas de voix sur le plan politique et sont laissés de côté.


## Défi et solution – Démarches efficaces

*Les solutions efficaces à l'écart croissant de revenu ont un certain nombre de caractéristiques en commun.*

Le défi des décideurs consiste à trouver une façon de contenir l'écart croissant de revenu dans les villes canadiennes et d'en assumer les conséquences. Si le défi est complexe, on s'entend sur la nature probable d'une solution efficace.

Les démarches efficaces mettent à contribution de multiples intervenants, représentant des intérêts très divers et reposent sur le leadership, des solutions locales et la capacité de regrouper les institutions.

<sup>1</sup> Saskatchewan Population Health and Evaluation Research Unit submission to the Standing Committee on Health Care, 2001.



Chaque ville a tenté de mieux comprendre l'écart de revenu de deux façons. D'abord, en communiquant l'information disponible sur le problème grandissant du revenu. Les trois villes ont élaboré des indices, des fiches de rapport et diverses mesures et dressé la carte de la répartition du revenu et des caractéristiques qui s'y rattachent. Cette information est essentielle aux décideurs et aux dirigeants qui préconisent des changements au financement, aux politiques et aux programmes actuels. En second lieu, les dirigeants, dans chaque ville, s'intéressent de plus en plus aux questions qui touchent le revenu.

Les trois villes ont mis à l'essai des initiatives efficaces mais différentes pour faire face aux conséquences des disparités en matière de revenu. La solution de chaque ville reflétait son histoire, son rôle municipal et son environnement politique en général.

Calgary a joué un rôle de soutien auprès des dirigeants de la collectivité et du milieu des affaires, en leur fournissant de l'information et une analyse des enjeux et en soutenant les initiatives axées sur les activités communautaires et commerciales. De façon générale, Saskatoon s'est faite le partenaire de divers autres représentants institutionnels, gouvernementaux et communautaires, en s'appliquant à élaborer et à mettre en œuvre les solutions de la collectivité et du réseau aux problèmes. Le rôle de Toronto est particulier, car elle finance, gère et fournit de nombreux services communautaires et sociaux. Elle a joué un rôle de leader et de facilitateur au sein du réseau, en collaborant avec d'autres organismes de financement, les gouvernements, les organismes communautaires, les dirigeants municipaux et les chefs d'entreprise.

## **Défi et solution – Besoin de politiques et de programmes efficaces**

*Les politiques et les programmes publics efficaces, en particulier sur le plan national, demeurent importants pour atténuer la disparité de revenu.*

Le système national de transfert de paiements et d'impôt progressif du Canada contribue grandement à réduire les injustices. L'effet de ces mesures, cependant, a diminué ces dernières années à la suite des coupures touchant le financement et à cause des changements apportés aux politiques et aux programmes.

Les politiques provinciales et municipales font aussi beaucoup pour réduire les injustices et la polarisation du revenu. Cependant, les coupures touchant l'aide sociale apportées au milieu des années 1990 dans bien des provinces et le manque subséquent d'augmentations des taux n'ont fait qu'accentuer les injustices en matière de revenu. Les changements apportés aux politiques provinciales de contrôle des loyers, le manque d'augmentations du salaire minimum et les changements apportés aux politiques régissant les normes d'emploi ne font qu'ajouter au problème.

À Saskatoon, à Calgary et à Toronto, les initiatives axées sur la collectivité profitent directement aux collectivités locales. Ces initiatives apportent une solution efficace aux problèmes locaux en mettant en valeur le potentiel et le leadership locaux et en favorisant l'inclusion sociale.

## **Défi et solution – Un rôle clair et important pour les municipalités**

*Les administrations municipales ont plusieurs rôles importants à jouer pour atténuer les effets de l'écart croissant de revenu.*

Il est essentiel d'avoir des programmes et des services publics accessibles à tous comme moyens de compensation. Grâce, entre autres, aux services de santé publique, de loisirs et de bibliothèque, les municipalités s'avèrent les principaux fournisseurs de services communautaires. Le lieu, la gamme et l'étendue de ces services, de même que les politiques et les frais d'utilisation, influent grandement sur l'accès aux services.

La capacité des municipalités de mettre à jour, d'étendre et de renouveler cette infrastructure communautaire importante est essentielle, mais elle souffre d'un grand manque de ressources et d'une surexploitation.


Les administrations municipales doivent aussi jouer un rôle clé lorsqu'il s'agit d'adopter et d'appuyer des mesures ciblées pour certaines collectivités à risque ou dont les besoins sont grands. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux devraient s'appliquer à appuyer les solutions locales à certaines questions.

Dans les trois villes visées par l'étude, l'administration municipale joue un rôle important pour favoriser une compréhension commune des injustices en matière de revenu et fournir à la collectivité et aux partenaires l'information et les ressources qui permettent d'élaborer des solutions efficaces. Chacune des villes possède une bonne capacité d'analyse et de recherche, qui peut servir à contrôler l'évolution des indicateurs socio-économiques dans la ville et à rapporter les changements observés. Les autres gouvernements ne peuvent pas s'acquitter de ces rôles essentiels.

## **Défi et solution – Adaptation à une situation complexe**

*L'inégalité de revenu est une situation complexe exigeant toute une gamme de solutions intégrées et coordonnées.*

Les résultats de l'étude confirment que le système d'impôt et de transfert fiscal réussit à réduire l'écart de revenu et devrait continuer de jouer ce rôle. De plus, des solutions ciblées s'imposent face aux besoins de certains groupes – les enfants, les chefs de familles monoparentales, les aînés, les immigrants, les



personnes handicapées et les autochtones – aussi bien que dans le cas de certains besoins bien précis, comme le besoin de logements à prix abordable.

Les calendriers d'exécution des politiques et des programmes devraient tenir compte de la nature complexe du problème de l'écart de revenu. Il faut disposer de soutien à court terme pour permettre aux gens de traverser les périodes difficiles. Il faut aussi des solutions à plus long terme pour régler les problèmes systémiques et répondre aux besoins des personnes à faible revenu.

Les solutions doivent aussi tenir compte de la nécessité d'horizons prévisionnels plus étendus. Il n'y a pas de solution rapide aux problèmes de l'injustice et de la polarisation croissante. Il faut des solutions qui s'appliquent sur plus d'un mandat, ainsi que des moyens de mesurer le succès qui reflètent une démarche multiniveau collaborative à plus long terme.

Les auteurs du rapport constatent qu'un changement s'impose dans un certain nombre de secteurs de politique pour atténuer l'incidence de l'inégalité croissante :

- **revenu** – améliorer les soutiens du revenu ainsi que les programmes et les politiques sur le salaire minimum; réagir à la polarisation croissante dans le marché du travail;
- **logement** – soutenir un logement adéquat, à prix abordable et stable, qui favorise l'attachement à la collectivité et la cohésion sociale;
- **emploi** – favoriser l'emploi, y compris l'accès aux métiers et aux professions, en particulier dans le cas des immigrants de fraîche date;
- **éducation** – insister sur le lien étroit entre le niveau d'éducation et le revenu;
- **loisirs** – créer des occasions, constituer des collectivités et développer le capital social;
- **transport** – favoriser l'accessibilité et réduire l'isolement.

Il faut parvenir à un équilibre entre des politiques et des programmes universels, normalisés et accessibles et des solutions mieux ciblées. Les uns sont aussi nécessaires que les autres.

Le rapport indique que, lorsqu'on prend en compte les principales questions touchant les revenus et le logement, les solutions à l'injustice et à la pauvreté semblent plus efficaces lorsqu'elles sont adaptées aux circonstances et au lieu.

## Défi et solution – Les gouvernements doivent collaborer

*On souligne que le manque de coopération et collaboration entre les gouvernements est une des raisons pour lesquelles on fait peu de choses pour régler les problèmes croissants qui se manifestent dans les villes.*

Les intervenants de chaque ville ont exprimé leur déception à propos des politiques et des programmes gouvernementaux, des accords fiscaux et des relations intergouvernementales. Ils admettent qu'aucun gouvernement ni aucune institution du secteur public ne pourrait en solo réduire l'écart de revenu dans les villes du Canada. Ils souhaitent la collaboration et de meilleures relations de travail entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales.

## Conclusion

La pauvreté engendre l'isolement et l'écart croissant de revenu nuit à la pleine participation des personnes à faible revenu au sein de leur collectivité. Ce défi exige une solution complexe et multiniveau. Une fois qu'on s'est occupé des questions de structure de revenu et de logement, les solutions à l'injustice et à la pauvreté semblent plus efficaces lorsqu'elles sont adaptées à l'endroit. Le rôle du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux devrait consister à soutenir les solutions locales à certaines questions, plutôt qu'à dicter des solutions fondées sur des politiques et des programmes universels. Un cadre politique général fédéral, provincial et territorial favoriserait des solutions locales ou municipales. Les administrations municipales ont deux rôles à jouer : d'abord, garantir un niveau de services municipaux accessible et normalisé dans l'ensemble de la ville et en second lieu, adopter et appuyer des mesures ciblées pour certaines collectivités à risque ou dont les besoins sont grands. Il faut parvenir à un équilibre entre des politiques et des programmes universels, normalisés et accessibles et des solutions mieux ciblées. Les uns sont aussi nécessaires que les autres. De plus, il est essentiel d'avoir des programmes et des services communautaires accessibles – entre autres, de santé publique, de loisirs, de bibliothèque – comme moyens de compensation.

### Au sujet de l'auteure

M<sup>me</sup> Caryl Arundel, B.A., M.Sc., M.P.A., directrice de la firme Caryl Arundel and Associates, de Toronto, est spécialisée dans l'analyse et l'élaboration des politiques publiques et dans la planification et l'évaluation stratégiques. Elle possède une vaste expérience dans le secteur municipal, ayant occupé des postes de cadre dans les secteurs opérationnel, stratégique et de soutien à la Communauté urbaine de Toronto, et elle a une excellente connaissance, fondée sur l'expérience, du secteur sans but lucratif.

